



1^{er} FORUM DE DIALOGUE ENTRE LE REFRAM, LE RIARC ET LES GRANDES PLATEFORMES EN LIGNE

01-02 DECEMBRE 2025

CEREMONIE D'OUVERTURE

**DISCOURS DE M. MAMADOU OUMAR NDIAYE, PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL
DE REGULATION DE L'AUDIOVISUEL**

Dakar, le 01 décembre 2025

Excellences, Honorables représentants de l'État sénégalais,

Monsieur le Directeur des Affaires politiques et de la gouvernance démocratique de l'Organisation Internationale de la Francophonie,

Cher ami et frère, Maître René BOURGOIN, Président de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA), Président du Réseau des Instances Africaines de Régulation de la Communication (RIARC),

Mesdames et Messieurs les Présidents et Présidentes des instances membres du REFRAM et du RIARC,

Mesdames et Messieurs les représentants des grandes plateformes numériques,

Distingués experts,

Chers amis de la régulation des médias,

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à Dakar pour ce premier Forum de Dialogue entre le Réseau francophone des régulateurs des médias, le Réseau des Instances Africaines de Régulation de la Communication et les grandes plateformes numériques. Cette rencontre internationale s'inscrit aussi dans le cadre d'un partenariat stratégique avec l'Organisation Internationale de la Francophonie, dont le soutien a été décisif pour sa mise en œuvre.

L'OIF enrichira d'ailleurs nos échanges par une Masterclass de l'OIF portant sur le dialogue avec les plateformes, notamment en période de crise, thématique au cœur de nos préoccupations communes.

Mesdames et Messieurs,

Ce moment important pour nous est l'aboutissement d'une volonté collective, affirmée à Abidjan en avril 2024 lors de l'adoption du protocole d'engagement volontaire, et renforcée par l'Appel de Villers-Cotterêts porté par 93 chefs d'État et de gouvernement en octobre 2024.

Aujourd'hui, nous franchissons une nouvelle étape : celle du dialogue structuré, régulier et concret avec les acteurs qui façonnent l'écosystème informationnel de nos pays. Permettez-moi de rappeler le contexte dans lequel nous nous réunissons aujourd'hui à Dakar.

L'espace numérique a profondément transformé notre rapport à l'information, à la communication et à la participation citoyenne. Plus de trois milliards de personnes utilisent aujourd'hui les plateformes numériques. Celles-ci sont des « gisements d'innovations ».

Les plateformes numériques sont devenues, qu'on le veuille ou non, les principaux vecteurs d'information pour nos citoyens. Dans l'espace africain francophone, cette pénétration croissante a créé des opportunités inédites : démocratisation de l'accès à l'information, émergence de nouveaux espaces d'expression, renforcement de la mobilisation citoyenne.

Mais cette révolution digitale pose également des défis majeurs à nos institutions de régulation. Les plateformes numériques, par leur modèle économique fondé sur la captation de l'attention, par leurs algorithmes de recommandation, par leur asymétrie de moyens face aux écosystèmes médiatiques locaux, reconfigurent en profondeur le paysage informationnel que nous avons mission de réguler.

Comment garantir le droit à l'information de nos citoyens lorsque les mécanismes de distribution échappent largement à notre juridiction ?

Comment protéger nos mineurs dans un environnement numérique où les systèmes déclaratifs d'âge sont facilement contournables ?

Comment préserver la diversité culturelle et linguistique dans un contexte où les ressources en modération des plateformes ne couvrent pas toujours nos langues locales ?

Comment assurer l'intégrité informationnelle en période électorale face à la viralité de la désinformation ?

Ces questions, Mesdames et Messieurs, ne sont pas rhétoriques. Elles sont au cœur de nos préoccupations quotidiennes et justifient pleinement notre présence ici. Ces défis ne peuvent être relevés ni par les régulateurs seuls, ni par les plateformes seules. Ils exigent ce que nous construisons ici : un dialogue permanent, transparent et orienté vers des résultats concrets.

Mesdames et Messieurs,

Ce Forum s'inscrit véritablement dans une dynamique de dialogue objectif que nous avons collectivement choisie. Nous prôtons une concertation exigeante, qui reconnaît la complexité des enjeux, qui valorise la compréhension mutuelle des contraintes, qui recherche des solutions pragmatiques et durables.

Je voudrais insister sur 2 principes qui doivent guider nos échanges durant ces deux jours.

Premièrement, la franchise.

Nous devons exprimer nos attentes, nos préoccupations, nos contraintes respectives. La confiance naît de la transparence, pas de la langue de bois.

Deuxièmement, le pragmatisme.

Nous sommes ici pour identifier des solutions concrètes, des engagements mesurables, des actions vérifiables. Le Protocole d'Abidjan a posé les bases. Ce Forum doit nous permettre d'évaluer sa mise en œuvre et d'aller plus loin.

Les travaux du comité technique, qui se sont tenus à Paris en juillet dernier ont démontré la pertinence de cette approche. En effet, nous avons pu constater :

Une reconnaissance mutuelle des complexités opérationnelles ;

Des avancées concrètes en matière de transparence et de coopération ;

L'émergence d'une vision partagée sur plusieurs défis communs ;

La nécessité d'harmoniser nos demandes pour plus d'efficacité.

Mais nous avons également identifié des zones de progrès nécessaires notamment la modération des contenus dans nos langues locales, la vérification efficace et robuste de l'âge des utilisateurs, la transparence des rapports par pays, l'ancrage territorial des équipes, le partenariat avec nos sociétés civiles et nos universités. Ce Forum doit nous permettre d'aller plus loin. Beaucoup plus loin.

Mesdames et Messieurs,

Nous aurons l'honneur d'entendre des « keynotes » d'experts de haut niveau qui enrichiront notre réflexion. Au cours de ces deux journées, nous allons par ailleurs aborder des thématiques essentielles.

La protection des mineurs constituera notre priorité du premier jour. Les chiffres sont sans appel : nos enfants, nos adolescents évoluent désormais dans un univers numérique omniprésent. Les mécanismes actuels de protection ont monté leur limite opérationnelle. Nous attendons des plateformes des initiatives concrets, mesurables, vérifiables.

L'intelligence artificielle sera également au centre de nos échanges. Cette technologie révolutionnaire transforme déjà la détection des contenus problématiques, la modération à grande échelle, l'expérience utilisateur. Mais elle soulève aussi des questions fondamentales d'équité, de discrimination potentielle, de transparence algorithmique.

Le dialogue en période de crise, notamment électorale, fera l'objet d'une Masterclass grâce au concours de l'OIF. Les expériences récentes dans plusieurs de nos pays ont démontré l'urgence d'établir des mécanismes de coopération rapide et efficace. Enfin, nous travaillerons collectivement sur le plan d'action 2026-2027 qui doit structurer notre collaboration future et garantir le suivi effectif des engagements pris.

Chers représentants des plateformes numériques,

Votre présence ici témoigne de votre volonté de dialogue. Nous l'accueillons avec satisfaction.

Nous reconnaissons les investissements considérables que vous réalisez en matière de sécurité, de modération, de protection des utilisateurs. Nous saluons les 40 000 personnes mobilisées par Google sur les questions de sécurité, dont 15 000 dédiées à la modération. Nous apprécions les programmes d'éducation aux médias développés par Meta. Nous valorisons les efforts de TikTok pour structurer son dialogue avec les régulateurs africains.

Mais nous attendons également de vous des engagements plus ambitieux, notamment :

Un ancrage territorial renforcé dans l'espace africain francophone ;

Des équipes dédiées maîtrisant nos contextes culturels et linguistiques ;

Une transparence accrue sur vos processus de modération ;

Des mécanismes robustes de vérification de l'âge ;

Un soutien concret à nos écosystèmes médiatiques locaux ;

Une contribution effective à l'éducation aux médias et à l'information.

Nous ne vous demandons pas l'impossible. Nous vous demandons le nécessaire.

Mesdames et Messieurs les régulateurs, notre responsabilité est tout aussi grande. Nous devons renforcer nos capacités techniques, développer notre expertise sur les enjeux numériques, harmoniser nos approches réglementaires, mutualiser nos ressources, parler d'une seule voix face aux géants technologiques.

Le REFRAM et le RIARC constituent des cadres privilégiés pour transformer cette force potentielle en force effective. Ce Forum doit marquer une étape décisive dans cette direction avec l'ensemble des partenaires qui partage cette perspective.

Mesdames et Messieurs,

Faisons de ce Forum un moment charnière. Un moment où nous passons des principes aux actes. Un moment où nous bâtissons ensemble les fondations d'une régulation numérique équitable, efficace et adaptée à nos réalités.

L'espace africain francophone a toujours été un laboratoire d'innovation démocratique. Sur l'enjeu de la régulation des plateformes numériques, nous pouvons à nouveau être pionniers. Nous pouvons développer une approche équilibrée, respectueuse des droits, pragmatique, adaptée à nos réalités. Nous pouvons créer des mécanismes de coopération qui inspireront d'autres espaces régionaux.

Nous avons les institutions. Nous avons l'expertise. Nous avons la volonté politique. Nous avons, surtout, une conviction partagée : le droit à l'information est le fondement de nos démocraties et vaut la peine d'être défendu avec détermination. Nous avons, surtout, la conviction partagée que nos démocraties méritent un écosystème

informationnel intègre et fiable, transformons cette conviction en réalité.

Ces deux journées doivent marquer un tournant. Faisons en sorte qu'elles débouchent sur des engagements concrets, des projets communs, une mobilisation autour d'une vision collective d'un mieux-être durable.

Avant de conclure, permettez-moi d'exprimer ma profonde gratitude :

À l'Organisation Internationale de la Francophonie, partenaire « financier principal » ayant rendu possible l'organisation de ce Forum.

Au gouvernement sénégalais, pour son accueil et son soutien institutionnel

À mon frère, Maître René BOURGOIN, Président du RIARC, pour notre collaboration fraternelle et féconde

Aux plateformes numériques Meta, Google et TikTok pour leur engagement dans ce dialogue

À l'ensemble des régulateurs présents, porteurs de l'exigence démocratique dans leurs pays respectifs

Aux experts et panélistes qui partageront leur expertise

Je vous remercie pour votre attention

Mamadou Oumar NDIAYE
Président du Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA)
Président du Réseau francophone des régulateurs des médias
(REFRAM)